



Confédération Nationale du Travail

6, rue d'Arnal 30000 NÎMES

cnt.30@cnt-f.org - & 09 50 07 60 88

www.cnt-f.org

Permanence syndicale tous les mercredis de 18h30 à 20h

Communiqué du 24 février 2012

Une fois de plus face à la « crise » économique que traversent les pays européens, la seule réponse faite par nos gouvernements et par l'ensemble des acteurs de la finance (FMI, Banque centrale européenne etc...) est de mettre en place des plans d'austérité non sans conséquence sur le niveau de vie des populations.

L'austérité pour les intérêts des états et des patrons, pas pour ceux des travailleurs!

Les plans d'austérité permettent au patronat et aux actionnaires de casser encore plus les acquis sociaux des travailleurs et l'ensemble des systèmes de solidarité. Mais aussi ils servent à sauver les banques. Les dernières annonces du couple franco-allemand montrent bien que ces mesures antisociales s'appliqueront à l'ensemble des pays européens.

Ces réformes profiteront aux dirigeants (patronat et bourgeoisie). Leur but est de faire payer les travailleurs qu'ils soient en activité, sans emplois ou retraités, en précarisant un peu plus le milieu du travail et en abaissant le niveau de vie sous couvert d'une crise dont nous ne sommes pas responsables !

Elles se traduisent par la multiplication de plans de licenciements, par des conditions de travail inacceptables et de plus en plus difficiles, en remettant en cause l'ensemble de nos acquis sociaux, comme en modifiant la durée du travail, en imposant toujours plus de flexibilité en modulant les horaires, ou bien en gelant les salaires, pour plus de profits pour la classe dominante.

Nos camarades grecs ont été les premiers touchés. Les conséquences sont dramatiques : Baisse des salaires et des pensions de plus de 20%, casse du code du travail, privatisation des services publics (Education, santé...).

En Espagne le gouvernement vient de voter la refonte du code du travail : rallongement de la période d'essai, baisse des indemnités de licenciements, possibilité de licencier du jour au lendemain les agents travaillant dans les secteurs de la fonction publiques qui ne seraient pas compétitifs, dérèglementation des contrats de travail etc...

En France, les derniers discours de Sarkozy ne présagent rien de bon pour les travailleurs : L'instauration d'une TVA dite « sociale » qui renforce un peu plus les inégalités, avec en prime la baisse du pouvoir d'achat, la mise en place d'un accord de « compétitivité » permettant d'allonger la durée du temps de travail des salariés sans un centime de plus et toutes autres attaques comme la baisse des indemnités journalières dans le cadre d'arrêt maladie, la profonde remise en cause du droit de grève (compagnie aérienne) etc..

Les Etats européens tentent d'harmoniser vers le bas le droit des travailleurs.

Agissons maintenant et dans l'unité !

Il paraît illusoire d'attendre les présidentielles d'avril prochain, pour un quelconque changement. Les gouvernements successifs, de gauche comme de droite, n'ont fait qu'appliquer une politique sociale et économique au service de la bourgeoisie et du patronat.

Les travailleurs grecs l'ont bien compris, en luttant contre ces différentes mesures et en organisant une grève générale dans tout le pays. Les travailleurs occupent leur usine, leur entreprise, les étudiants les universités, le parlement a été assiégé. La CNT soutient et est solidaire des camarades en lutte.

La CNT du Gard sera présente lors de la manifestation interprofessionnelle du 29 février 2012. Cette journée ne sera pas suffisante pour faire plier le gouvernement et son idéologie libérale et sa logique d'exclusion.

Face à la crise, seule la mobilisation des travailleurs dans toute l'Europe par une grève interprofessionnelle reconductible permettra de nous imposer et de sortir de cette impasse. Cette grève ne se décrète pas, elle se construit dans le cadre d'assemblées générales dans les entreprises et dans les comités de quartiers.